

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

16 AU 22 FÉVRIER 1995

N° 987

10,00 F

LA VIDÉO- SURVEILLANCE : L'ŒIL DU POUVOIR

LE CONSEIL MUNICIPAL de la ville de Nîmes a voté, le 19 décembre, une mesure toute particulière : étendre la vidéo-surveillance à soixante artères supplémentaires. Ce projet, estimé à quelques 2,4 millions de francs, a fait l'objet de quelques maigres abstentions de la part de l'opposition municipale. Il s'est même trouvé l'élu de Génération Ecologie pour estimer qu'il faudrait équiper le PC de surveillance de plus d'écrans et de plus d'agents pour mener à bien la mission !

En réfléchissant bien, quelques caméras étaient déjà en place à Nîmes, certaines depuis plusieurs années, banalisant ainsi cette pratique odieuse. Pourtant, la mairie d'Avignon, le 21 juin 1990, avait été débouté par le Tribunal administratif de Marseille sur un projet similaire. Ce qui n'a pas empêché Paris, Hyères et Levallois-Perret de s'équiper.

Il faut dire que nos élus, sensibles à l'argument sécuritaire, se sont vus encouragés par le récent arsenal Pasqua qui, dans son article 8, généralise et légifère ces pratiques. Le Conseil constitutionnel a même rallongé le délai de stockage des images enregistrées à six mois (contre un mois dans le projet initial) et a admis que ces caméras puissent filmer les entrées d'immeubles.

Et la Commission nationale Informatique et Liberté (CNIL) dans tout ça ? Pasqua l'a tout bonnement écarté de l'élaboration de son texte, motif : la CNIL n'intervient que dans le cas de constitution de fichiers nominatifs. Et, bien sûr, parole de flic, on ne fera pas de fichiers à partir des images stockées. C'est promis. Même en cas de manifestations. J'allais oublier : les images seront numériques, c'est-à-dire sujettes à trucages et manipulations...

Voilà, légalement parlant, politiquement aussi, on a réglé la

pratique de la vidéo-surveillance en France. Une telle mesure, prise sous d'autres latitudes, ferait hurler d'effroi ces démocrates qui se taisent aujourd'hui. N'oublions pas que l'opposition du moment bénéficierait de cet outil lorsqu'elle aura à nouveau le pouvoir.

Bien sûr, ce nouveau moyen de contrôle sur nos vies ne fait qu'allonger la liste déjà longue de l'arsenal déjà disponible : cartes à puce qui révèlent nos achats et nos déplacements ; badges sur nos lieux de travail pour nos allées et venues ; caméras dans les lieux publics et privés ; définition possible des numéros de téléphone appelés, sans parler de ces mouchards de surveillance qui rendent repérables tous les déplacements des véhicules

(suite p. 2)



TOURS

Contre le FN, contre l'exclusion « la liberté est un combat qui ne souffre aucune concession ! »

LES 14 ET 15 JANVIER se tenait la convention présidentielle du Front national à Tours, pour lancer officiellement la campagne de Le Pen. Le Groupe libertaire de Tours (GROLITO) et la CNT (tendance Bordeaux) avaient eu vent de cette information dès le mois d'octobre 1994. Nous proposons donc de lancer une campagne unitaire — excluant le PS pour des raisons évidentes — pour dénoncer le FN, ce qu'il représente, mais aussi les politiques sécuritaires et autoritaires prônées et mises en œuvre par les gouvernements qui se succèdent depuis une quinzaine d'années.

Malgré ce projet qui, de plus en plus, relève du « sens commun », il n'a pas été possible de constituer un collectif pour mener cette campagne ; en effet, bon nombre d'organisations politiques et syndicales n'ont pas

répondu à notre appel d'une part et la LCR, AC 1 - 37 ont refusé de signer l'appel car il excluait le PS ; au cours de la discussion, la CNT rejoignait cette position. Ces organisations craignaient qu'il y ait peu de monde lors de la manifestation ; passons sur les arguments portant sur « le peuple de gauche », etc.

Il s'est donc constitué un collectif à l'initiative du Manifeste, où l'on retrouvait tout ce qui se compte à gauche et à l'extrême gauche pour tenter de mobiliser en vue de la manifestation. Laissons de côté l'appel de ce collectif tant le contenu est insipide et ce pour satisfaire tout le monde !

Le Groupe libertaire a fait le pari de mener cette campagne seul sur la base de son appel. Nous avons organisé un débat avec Maurice Rajslus le 13 janvier ; débat où il y eut peu de monde. En effet, pendant cette

réunion publique se déroulait une fête au squatt de la maison de retraite Vialatte (cf. mouvement sur le logement à Tours, ML n° 984).

Lors de la manifestation qui se déroulait le lendemain, 3 000 à 4 000 personnes s'étaient mobilisées. Le Comité tourangeau pour le droit au logement prenait la tête de la manifestation ; en effet nous étions plusieurs à penser que la lutte contre la montée des idéologies et politiques sécuritaires et autoritaires passe aussi par la lutte contre toutes les exclusions ! De son côté, le Groupe libertaire s'est inséré dans le début du cortège et a rassemblé 400 personnes.

Il était prévu que la manifestation devait se dissoudre devant la mairie de Tours ; mais aussi bien la CNT, la LCR que le Groupe libertaire avaient décidé d'aller vers le palais des congrès (Le Vinci) où se déroulait la

convention du FN. Bien évidemment, les rangées de CRS nous arrêtaient, malgré nos tentatives de les contourner.

En conclusion, on peut dire que la manifestation a été un succès en général. Le cortège du Groupe libertaire était loin d'être négligeable. Mieux, il fut l'un des plus importants ; ceci tend à montrer que les alliances tactiques les plus larges, donc vidées de tout contenu n'ont plus forcément la légitimité que les stratégies de masse tentent de nous imposer. ♦

GRUPE LIBERTAIRE de TOURS

N.B. : Fédération anarchiste, BP 2114, 37021 Tours cedex.
Permanence du GROLITO : jeudi de 16 h à 21 h au 3, rue Jules-Charpentier à Tours.

Vente du Monde libertaire : un mercredi sur deux à la faculté des Lettres.

T 2137 - 987 - 10,00 F



FOP 2520

La vidéo-surveillance : l'œil du pouvoir

(suite de la « une »)

volés... ou non volés ! La vidéo-surveillance vient accentuer la tendance vers une société policière. D'aucuns estiment qu'il faut une éthique pour bien utiliser ces développements informatiques, cela ne suffit pas.

Au-delà du problème fondamental d'atteinte aux libertés individuelles, il convient de réfléchir à la finalité politique et sociale de ces mesures. Nos villes grandissent démesurément et leurs centres sont livrés aux spéculateurs qui se chargent d'expulser les petites gens (ceux qui font l'âme d'un quartier, souvent) pour y rebâtir des logements de bourgeois et autres quartiers d'affaires. Une architecture souvent mégalomane s'y développe, qui sert de vitrine pour attirer les touristes

et leurs devises. Nos rues sont militarisées, l'ilotage à outrance y est pratiqué, la police devient omniprésente. Par ces pratiques, on s'efforce de manière plus ou moins avouée de chasser la délinquance... à la ceinture des villes. C'est là

La délinquance : nouvelle croisade des temps modernes

aussi qu'on entasse tous ceux et toutes celles qui subissent le chômage, la misère, l'ennui. Les structures mises à leur disposition sont délabrées, dérisoires, révoltantes : services sociaux, établissements scolaires, logements, transports, lieux de sociabilité... sont absents ou dans un état effroyable. On accentue ainsi les clivages entre ceux des zones périphériques (« Vous savez, ceux qui cassent tout ») et ceux des quartiers du centre ou résidentiels ; mais aussi entre habitants d'un même quartier, parfois.

Pour parachever ce sombre tableau, l'installation des caméras accentue l'apartheid social en « protégeant » le centre des villes. Là où se trouve le luxe, l'abondance et le pouvoir. La ville devient de plus en plus une vaste prison sans murs, mais sous haute surveillance.

Face aux réactions timorées de certains, qui réclament des garde-fous juridiques pour « démocratiser » le vidéo-flicage et qui n'y voient qu'une atteinte aux libertés individuelles, il est urgent d'apporter une vision globale, sociale et subversive de la situation. Dans la rue, mais aussi partout où nous mettons les pieds dans des magasins, parkings, lieux de travail... il faut remettre en cause l'ensemble des pratiques sécuritaires et l'idéologie qui la sous-tend. Car « Les solutions à la violence et à la criminalité ne sont pas des solutions techniques mais sociales et économiques » (Terminal, 1994). N'oublions jamais que les moyens technologiques qui servent et pourraient servir à nous espionner (depuis la carte à puce jusqu'aux caméras) constituent, aujourd'hui, l'arsenal le plus terrible qu'aucun totalitarisme n'a pu posséder. Tout ceci sous couvert de lutte contre la délinquance, nouvelle croisade des temps modernes. Vous avez dit démocratisation ? ♦

DANIEL
(liaison FA de Nîmes)

N.B. : pour joindre la liaison FA, écrivez à l'AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.

NÎMES
Le Collectif contre la vidéo-surveillance vous invite à venir l'assister et le soutenir au cours de l'animation de rue qui débutera à 15 h, le samedi 18 février, place du Marché à Nîmes.
...
Collectif nîmois contre la vidéo-surveillance :
66.67.86.69.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

A l'invitation de l'APEL et du groupe Clément-Duval de la FA, en collaboration avec la MJC-Centre de Dieppe, le dimanche 29 janvier, Xavier Pasquini, rédacteur à *Charlie-Hebdo*, est venu animer une conférence-débat sur les sectes.

Ce dimanche après-midi, par un temps pluvieux, environ cinquante personnes se sont retrouvées dans la cave Georges-Brassens (il eut été difficile de trouver mieux comme endroit pour ce débat que cette cave voûtée, en pierre, et au nom aussi évocateur pour les libertaires). Le travail de propagande autour de ce débat a été payant, puisque des personnes habitant à plus de trente kilomètres se sont déplacées.

Après un exposé d'une heure, bâti autour des dossiers qu'il a constitué pour publier son livre *Les Sectes*, et où fut présenté ce que l'on entend par sectes aujourd'hui, leurs diversités, leurs points communs (argent et pouvoir), leurs méthodes de recrutement, le public visé, le moyen de les combattre... l'auteur, qui connaît parfaitement son sujet, entama un débat fructueux avec le public. Un échange de plus d'une heure de questions-réponses, auxquelles il fallut mettre un terme, pour cause d'impératifs ferroviaires.

Il est normal que la volonté d'épanouissement total et la défense de l'individu que prônent les anarchistes s'intègrent parfaitement avec le sujet du débat. A l'heure où l'on nous répète sans cesse que l'on ne peut plus mobiliser les gens, qu'il est difficile de les faire sortir de chez eux, il est réconfortant de constater que dans une petite ville de province, on puisse réunir un auditoire non négligeable et prêt à débattre, sur un sujet important, avec la complicité d'un « conférencier » pointu, cela un après-midi plutôt fait pour les téléphiles.

La place que prennent les sectes aujourd'hui permet aussi d'aborder le rôle des religions (en fait, des sectes qui ont réussi) et des intégrismes et dans notre société laïque.

A cet effet et en guise de conclusion, il a été convenu d'organiser un prochain débat sur la laïcité aujourd'hui, l'APEL se chargeant des contacts et des invitations et Xavier Pasquini se proposant, dès à présent, pour y participer.

Pour les groupes libertaires souhaitant se lancer dans l'aventure, il faut aussi signaler que la table de presse mise en place à cette occasion, par la librairie du Monde Libertaire, connut un beau succès, et que la presse locale s'est déplacée. ♦

GRUPE CLÉMENT DUVAL

N.B. : groupe Clément-Duval de la FA c/o APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.

Multiplication de morts suspects dans les mitards des prisons françaises

Les décès suspects se multiplient dans les cellules d'isolement ou de mitard. Les animateurs et animatrices et « Parloir Libre » (1) s'insurgent et condamnent cette macabre recrudescence. Les nombreux courriers qui nous parviennent témoignent du climat de violence entretenu par les surveillants à l'encontre des prisonniers isolés ou punis. Jean-Michel nous explique : « Ici, une bande de matons a carte blanche pour nous brutaliser ». En parlant de Djamel Khirmimoun, il affirme : « Si ce garçon n'a pas été tué directement par les matons, ils l'ont laissé mourir ».

Le détenu Diaz meurt carbonisé dans une cellule du mitard de Fresnes fin novembre 1994. Un détenu nous explique qu'il est impossible que les surveillants n'aient pas senti l'odeur âcre du matelas qui se consumait. Un autre nous précise : « Vu la configuration des lieux, il semble difficile que les matons n'aient pas senti ni vu la fumée, leur bureau étant très proche des cellules ». Peut-on imaginer que les surveillants soient restés passifs face à la mort atroce de cet homme ?

En décembre, Djamel Khirmimoun meurt dans le même quartier, dans des conditions encore inexplicables.

Janvier 1995, le détenu Xavier Celliez est découvert pendu à son lit, à 40 centimètres du sol. Ces cas-là sont ceux dont nous pouvons avoir connaissance grâce aux familles ou aux avocats.

Chaque jour, des médecins sont sensés examiner les prisonniers punis ; le certificat de décès semble être le seul acte prescrit. La peine de mitard est sans recours, une punition hors du droit qui autorise implicitement des comportements arbitraires. L'absence totale de sanctions vis-à-vis des auteurs de brutalités à l'encontre des détenus incitent les porteurs d'uniforme à toutes les dérives. L'échec patent du mouvement des surveillants aggrave leurs aigreurs, qui se traduisent par des violences accrues contre la population pénale. Le libéralisme naturellement répressif accentue cette tendance en généralisant le contrôle social et la répression comme seule réponse à la misère qu'il engendre. Ce système, pour fidéliser ses agents, leur octroie le droit de brutaliser ou d'assassiner en toute impunité. La barbarie ne se mesure pas seulement au nombre de ses victimes mais aussi à l'aune d'une violence banalisée... Réagissons avant qu'elle ne se mesure surtout au nombre de ses victimes. ♦

L'ÉQUIPE de « PARLOIR LIBRE »

(1) Emission « Parloir Libre » (Fréquence Paris Plurielle, 106.3 FM), le vendredi de 19 h à 20 h 30.

Contact : « Parloir Libre » c/o Fréquence Paris Plurielle, 129, avenue du Président-Wilson, 93210 La Plaine-Saint-Denis.

DIEPPE

Esclave, choisis ton gourou !

NANTES

Trois jours et un squatt !

A l'issue de trois jours de mobilisation (du 3 au 5 février) sur la précarité, le Collectif Précaires et Solidaires nantais(es) a ouvert un squatt (une ancienne entreprise de nettoyage, vide depuis un an), dans un quartier ouvrier, voué à la rénovation, les vieilles bâtisses chargées d'Histoire (et de prolétaires !) cédant le pas aux rési-

dences dites de luxe, belles cages à lapins pour jeunes cadres dynamiques.

Le logement occupé se présente comme suit : le rez-de-chaussée sera ouvert au public, et sa grandeur pourra permettre l'organisation de réunions publiques, de concerts... ; à l'étage, une demi-douzaine de personnes pourront y habiter et

bénéficier, après travaux, du confort minimum. Pour l'heure, et grâce à la remarquable discrétion de nos amis pandores, les projets germent au fil des réunions : de la cantine végétarienne au cours de breton, en passant à l'initiation au yoseikan Budo (art martial), la volonté est de donner vie à cet espace ; qu'il devienne un lieu d'échanges d'informations et de pratiques, à l'exemple de nombreux centres sociaux italiens. Ce squatt devrait servir également à tous ceux et toutes celles qui, refusant les foyers d'urgence surchargés, ont la volonté d'ouvrir d'autres lieux similaires. Car si à Nantes le problème du logement ne se pose pas avec la même acuité qu'à Paris, il n'en demeure pas moins que la flambée des prix des loyers pousse les gens à partager des appartements de plus en plus exigus ou à payer 1 500 à 2 000 F un trou à rat de 20 m².

Au cours des débats, nombreux ont été ceux et ceux à regretter le peu de rencontres et de coordination entre collectifs agissant sur un même terrain. A l'issue de ces trois jours, il a donc été décidé d'organiser une réunion ouverte à tous les

collectifs de lutte contre les exclusions, afin que se tissent les liens nécessaires à de futures actions communes et que tout un chacun ne se retrouve pas broyé par les grosses machines nationales comme le Droit au Logement, dont la surmédiasation et l'aura sont autant de dangers pour celles et ceux qui luttent pour que chacun reprenne en main sa vie. Mais si l'idée d'une fédération des collectifs de lutte est une nécessité tactique défendue par une majorité des anarchistes révolutionnaires, elle doit aussi pénétrer l'esprit de tous ceux et toutes celles qui, par frilosité, localisme ou confort intellectuel, s'y refusent pour l'heure. ♦

PATSY
(gr. Milly-Witkop - Nantes)

Le Collectif Précaires et Solidaires nantais(es)

Le Collectif Précaires et Solidaires nantais(es) est né début 1994 de la volonté d'une vingtaine de personnes actives dans « Le Local » (lieu militant libertaire, ouvert depuis décembre 1993) de travailler sur le terrain de la précarité sociale, sur des bases anticapitalistes. Il est né aussi de l'analyse portée sur la structure locale d'« Agir ensemble contre le chômage ! », verrouillée par la gauche de la gauche (AREV, LCR), plus soucieuse de se voir reconnue par les édiles locaux que de répondre aux aspirations de la masse des chômeurs.

Durant son année d'existence, le CPSN a multiplié les interventions de formes diverses : à la traditionnelle édition de tracts (notamment durant les manifestations anti-CIP) s'y sont ajoutées les réunions publiques (sur la politique sécuritaire, le FMI...), les manifestations (dont celle contre le sommet franco-africain de Biarritz, organisée notamment par le collectif Herriaren Alde) et l'occupation-éclair d'une ancienne ANPE désaffectée, rebaptisée Agence nantaise contre l'exclusion.

Pour contacter le collectif, une seule adresse : **CPSN c/o « Le Local », 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes** (réunion le mardi soir, à 20 h 30).

LILLE

La FSU écarte la CNT-AIT de la délégation envoyée au rectorat

A l'issue de la manifestation des personnels et usagers de l'Education nationale organisée le 7 février à Lille, des dirigeants de la FSU (syndicat proche du PCF) ont refusé que la CNT-AIT soit représentée dans la délégation reçue par le rectorat, prétextant que nous étions « qu'une dizaine derrière une banderole » et mettant ainsi en cause notre représentativité.

Face à la myopie flagrante de ces apparatchiks syndicaux, la CNT-AIT tient à préciser que 300 personnes (enseignants, étudiants, lycéens, personnels administratifs et techniques) ont défilé sous la bannière rouge et noire du syndicalisme révolutionnaire aux cris de : « Face au come-back des réacs, c'est la grève générale inter-professionnelle qu'il faut préparer ! » et

« Les élections n'ont jamais rien changé ! Agir au lieu d'élire ! ».

N'en déplaise à la FSU, l'anarcho-syndicalisme n'est pas mort. Sa force n'est pas dans les commissions paritaires (dans lesquelles nous refusons de siéger), mais dans la rue et sur les lieux de travail !

Enfin, la CNT-AIT condamne le comportement sectaire, bureaucratique et stalinien de la FSU. Elle en appelle à l'auto-organisation, à l'autogestion des luttes, à l'unité d'action à la base.

UNION RÉGIONALE des SYNDICATS CNT-AIT

N.B. : Union régionale CNT-AIT, 1-2, rue Denis-du-Péage (M^e Fives), 59800 Lille.

Non à la privatisation rampante du système éducatif !

De projets de lois en réformes, les élucubrations de nos gouvernements vont toutes dans le même sens :

- disparition du cadre national des diplômes ;
- régionalisation du recrutement et du financement ;
- financement des établissements privés par les fonds publics ;

— intervention des entreprises dans le contenu pédagogique ;

— fin de la gratuité des études et sélection accrue.

Toutes ces mesures ont comme cadre idéologique la privatisation de l'enseignement. Ainsi, selon ces « décideurs », les universités et les établissements scolaires devraient être des entreprises privées dans lesquelles la flexibilité, la rentabilité et la précarité sont le lot commun de tous.

Malgré les mobilisations ponctuelles et corporatistes qui ont permis de repousser les Devaquet, Jospin et autres têtes d'œuf, de fait, de nombreuses mesures sont déjà en place :

- la fac privée Pasqua et son financement public (1,2 milliard de travaux et 400 millions de budget annuel) ;
- la précarisation du statut de fonctionnaire par l'emploi massif de CCD, CES, vacataires et autres services viles ;

— le véritable apartheid qui expulse chaque jour lycéens, étudiants et maîtres auxiliaires étrangers (circulaire Sauvè-Marchand, 1991, « préférence nationale » dans l'enseignement).

A cette suite de régressions, le mouvement syndical n'a su opposer que des grèves de 24 heures, si possible dans la division (CROUS, CNRS, ATOSS, manutentionnaires de BU à quelques jours d'intervalle). Nous affirmons qu'en l'état actuel des choses, la seule contre-offensive réaliste consiste en une grève générale illimitée de tous les travailleurs de l'éducation, jusqu'à la satisfaction des revendications minimales suivantes :

- embauche définitive des précaires (CES, CDD, vacataires...), sous statut de fonctionnaires ;
- augmentation des budgets de fonctionnement, pour rattraper les retards accumulés ;
- création massive de postes statutaires, pour résorber les heures supplémentaires et permettre de dédoubler classes et travaux dirigés ;
- abrogation des mesures discriminatoires envers les étrangers (lycéens, étudiants, enseignants) ;
- réquisition de la fac Pasqua.

CNT-AIT

PARUTIONS

PRESSE

Le n° 116 (février 1995) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes est paru. Prix au n° : 6 F. Abonnement d'un an (dix numéros) : 60 F (chèque à l'ordre de « Contre-Courants »).

« **Contre-Courants** », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

PRESSE

Le n° 16 du journal *La Mistoufle*, du groupe de la FA de Dijon, est encore disponible contre un timbre à 2,80 F.

Par ailleurs, le n° 17 va prochainement être publié. Commandez-le dès maintenant, en écrivant à *La Mistoufle*, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

PRESSE

Les habits tout neufs de Robert Hersant

On le disait affaibli, tant moralement que physiquement, déçu par les jeunes énarques, le PAF, traqué (presque...) par le Crédit lyonnais, bref aux abois. Et la tenue d'une séance du Comité d'entreprise de *France-Soir*, il y a quelques semaines, ajoutait du noir au tableau. Des barons du groupe Hersant voulaient « couper les branches mortes », c'est-à-dire fermer *France-Soir*, voire le *Figaro-Magazine* ou le *Figaroscope*... Plus sérieuses semblaient être les rumeurs qui prévoyaient la vente de *France-Soir* (aussi Roissy-Print l'imprimerie de *Figaro* et du dernier nommé !) au groupe canadien Québecor (groupe de presse canadien, fabricant de pâte à papier, et maintenant deuxième imprimeur européen après avoir racheté le groupe français Didier). Ajoutez à cela les rumeurs de rapprochement Hersant/groupe Amaury (le *Parisien libéré*, *l'Equipe*) pour « squeezer » les NMPP et vous aurez tous les ingrédients d'une bonne ambiance !

Las, le papivore a fait en cette réunion du CE de *France-Soir* un numéro de la grande époque : « C'est moi le seul maître à bord, le journal va bien. Il ne faut pas écouter les bruits divers, il faut m'écouter moi ! »

De mauvais esprits disent que le groupe Hersant aurait vendu son âme à Balladur... Ça fait une belle jambe aux ouvriers du Livre qui sont encore dans les ateliers et les salles de rédaction du groupe. Son adulateur Sarkozy devrait nous délivrer, dans quelque temps, le fruit de ses pensées sur l'avenir de la presse. Une seule pensée... un seul journal ? Ou comme le disait Pompidou : « *Un journal le matin, un journal le soir, c'est bien suffisant* ». La liberté d'opinion pour ces gens-là, ça doit s'acheter. Les moyens de l'indépendance de la presse semblent encore dans les limbes. La période avant une élection, présidentielle ou non, n'est jamais sereine pour la presse. Faut-il servir la soupe au pouvoir en place ou attendre le prochain ? L'heure pour ce que l'on appelle des patrons de presse n'est pas au droit à l'information, à la diffusion, à la qualité des journaux, au groupe Hersant comme ailleurs. ♦

SITTING BULL

RENDEZ-VOUS

BOUCHES-DU-RHÔNE

Le collectif marseillais de la FA, réunissant les groupes John-Cadre (Marseille) et Pépin-Cadavre (Istres), peut être joint par le biais de la FA toulonnaise c/o « **La Commune** », 2, rue Francis-de-Pressensé, 83200 Toulon.

CHELLES

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise, le samedi 18 février à 20 h 30, une projection vidéo (*La Rue nous appartient*, de Michèle Rollin), qui sera suivie d'un débat sur le thème suivant : « Tout ce que vous voulez savoir sur la Fédération anarchiste et l'anarchisme ». Cette projection se déroulera au local du groupe, **1 bis, rue Emilie (près de la gare SNCF), 77500 Chelles**.

POITIERS

Le groupe Berkman de la FA de Poitiers vous invite, le mardi 21 février à 20 h 30, **salle Jean-Pierre-Timbaud, Maison du Peuple, rue Saint-Paul**, à une conférence intitulée : « Une école libertaire : de la théorie à la pratique » (l'école Bonaventure d'Oléron).

Le groupe Berkman vous informe qu'il tient désormais une permanence chaque mercredi, de 16 h à 19 h, **impose des Communistes (rue Corme)**.

Outre une table de presse et des ouvrages neufs, vous pourrez consulter une bibliothèque axée sur le mouvement ouvrier, en général, et sur le mouvement libertaire, en particulier.

Pour tout contact : **ML Vienne, Le Bourg, 86800 Lavoux**.

SUÈDE

Nouvelles syndicalistes de la SAC

Voici des nouvelles de nos camarades syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes de la SAC, fournies par sa lettre d'information.

La SAC-Lettre d'information est publiée par le Comité international de la Sveriges Arbetares Centralorganisation.

Cette lettre est rédigée par Anna-Klara Bratt, Ulf Andersson et Dirk Grosjean, l'ancien secrétaire international de la SAC, avec la participation de Mattias Gardell et du Comité international. Cette lettre est traduite en espagnol, en anglais et en français (dans cette langue, par Christina Dagberger).

La SAC en Erythrée — Au mois de décembre 1993, 13 membres de la SAC ont fait un voyage d'étude en Erythrée, récemment indépendante par rapport à l'Éthiopie. La SAC de Sundbyberg (banlieue de Stockholm), organisant un groupe d'Erythréens, c'est elle qu'est revenue cette initiative. Nos membres ont rencontré, entre autres, les combattants de la lutte de libération, des syndicalistes et la NUEW (Syndicat international des femmes érythréennes).

Vous pouvez commander les publications en suédois sur tous les voyages d'étude du Comité international (Bolivie, Philippines, Afrique du Sud et Erythrée). (1)

Elections parlementaires en Suède — Le 18 septembre 1994, ont eu lieu les élections à l'Assemblée nationale suédoise. Lors de la précédente législature, la Suède avait dû faire face à un taux de chômage de 14%, ainsi qu'à la détérioration considérable de la protection sociale. On s'attendait alors à une victoire du Parti social-démocrate, qui a effectivement eu lieu à hauteur de 45% des voix (initialement, les sondages lui en donnaient plus

de 50%). Le Parti communiste a obtenu 6,2% et les Verts 5%. L'ancien premier ministre Ingvar Carlsson, leader social-démocrate, n'a fait aucune promesse pour l'avenir. Les analystes politiques estiment généralement qu'il n'y aura pas de changements de politique importants.

Depuis les élections de 1991, la Suède avait un gouvernement de droite, formé par quatre partis conservateurs (le Parti libéral, le Parti démocrate-chrétien, le Parti paysan et bien sûr le Parti conservateur), flanqués des centristes. Le 16 juin 1994, ce gouvernement de droite a dû faire face à une crise intérieure. Le ministre de l'environnement, le centriste Olof Johansson, a quitté le gouvernement. Il protestait contre la décision de faire construire le pont d'Öresund entre la Suède et le Danemark. Beaucoup considèrent que ce pont influencera très négativement l'environnement marin de la mer Baltique.

A l'extrême droite, le parti populiste Nouvelle Démocratie, qui avait pris place au Parlement lors des élections de 1992, a obtenu aux législatives de septembre 1,2% des voix ; cela l'éjecte dudit Parlement. Il avait subi auparavant de graves dissensions. Sa fraction qui se déclare plus ou moins raciste a gagné la bataille, ce qui s'est traduit par un manque de soutien dans l'opinion.

La législation du travail — Cette législation a subi beaucoup de critiques courant juin. Un ouvrier, Kjell-Erik Karlsson, politicien de dimension locale pour le compte du Parti (ex-)communiste, avait ouvertement critiqué son employeur, une usine papetière du nom de Våro Bruk, pour sa politique d'environnement. Le tribunal du travail a jugé en faveur de Karlsson. L'entreprise a choisi de licencier son employé. Des actions de solidarité en faveur de Karlsson se sont déroulées dans toute la Suède, et ses collègues ont entamé spontanément une grève. L'entre-

prise a fini par céder à la pression. Karlsson a été réintégré. Ce cas est considéré comme une grande victoire dans le domaine de la solidarité entre travailleurs et sert d'exemple en matière d'action directe collective dans la lutte contre le capital capricieux.

Rencontre anarchiste de Gothembourg — Les 3 et 5 juin 1994, la SAC a participé à la rencontre anarchiste de Gothembourg. Les discussions ont porté sur les problèmes et les possibilités actuelles du mouvement socialiste libertaire. « C'est un moment historique », a déclaré l'un des organisateurs. Le socialisme autoritaire a prouvé son incapacité à créer une société juste pour tout le monde. La seule alternative reste le socialisme libertaire.

Cela signifie que le mouvement anarchiste révolutionnaire se trouve à un carrefour important. Mais le mouvement pourrait se morceler en diverses tendances. Il ne faut, par conséquent, pas faire confiance aux visions optimistes. Néanmoins, prenons cet événement historique au sérieux et essayons de formuler nos visions et nos idéaux dans une perspective plus fondamentale, bâtie sur des expériences réelles actuelles.

Environ 500 militants de 40 associations participaient à cette rencontre ; entre autres des anarchistes, des anarcho-féministes, des groupes de syndicalistes révolutionnaires ou libertaires. Les sujets débattus portaient, notamment, sur l'économie anarchiste, le sexisme, les anarchistes et la CEE, l'antifascisme.

Des cafés et des restaurants ont préparé à manger. Il y eut beaucoup de musique et l'on peut citer Emma Goldman : « Si je ne pouvais pas danser, je ne voudrais pas faire partie de la révolution ». ♦

SAC - Lettre d'information n° 2 - 1993

(1) SAC, Sveavägen 98, 113 50 Stockholm, Suède.

LA PETITE SEMAINE

L'âge du capitaine

Robert Hue ne souhaite visiblement plus répondre aux questions concernant le bilan globalement dictatorial des ex-pays de l'Est, que son parti a présentés comme modèles durant des décennies, car, affirme-t-il sans gêne, il avait six ans à la mort de Staline.

Certes, toute comparaison a ses limites, mais, partant de cette nouvelle conception néo-stalinienne de l'histoire, qui efface les zones d'ombre d'une organisation d'avant l'adhésion de son principal responsable du moment, que dirait-on d'un leader fascisant remisant les abominations nazies dans les placards de l'oubli sous prétexte qu'Adolf Hitler et lui ne sont pas de la même génération ?

Au long de sa sinistre existence, le mensonge, la calomnie et aussi le crime, à l'occasion, ont servi au Parti communiste pour la mise sous le boisseau de la mémoire. D'encombrantes vérités n'en ont pas moins vu le jour. D'autres viendront. L'âge du capitaine n'y changera rien. ♦

FLORÉAL

VINGRAU EN LUTTE

Nouvel épisode de la lutte opposant la population d'un petit village des Pyrénées-Orientales à la société OMYA, qui semble ne vouloir reculer devant rien afin d'étendre ses carrières.

A Vingrau, le lundi 14 novembre, un bulldozer, accompagné d'agents de l'Office national des forêts et protégé par des vigiles armés, a commencé à dégrader un site unique : vestiges archéologiques préhistoriques, flore et faune exceptionnelles, rochers d'escalade...

Le préfet et les politiciens de tout bord les ayant trahis au profit de la multinationale, les habitants ont décidé de gérer eux-mêmes, démocratiquement, leur village. Aujourd'hui, en réponse, on leur envoie les forces répressives. ♦

D'après la pétition du Comité Vingrau de Toulouse

N.B. : pour en savoir plus sur ce qui s'est déroulé depuis, contactez la CNT, 7, rue Saint-Rémy, 31000 Toulouse.



SOUSCRIPTION

Un nouveau studio pour Radio Libertaire
Un nouveau local pour le Monde libertaire

(déjà 60 000 F de dons au 18 janvier)

C'est possible si on s'y met toutes et tous : militantes et militants de la Fédération anarchiste, sympathisant(e)s du mouvement libertaire, lecteurs du Monde libertaire, clients de la librairie Publico, auditeurs de 89.4, animateurs et techniciens, invité(e)s des émissions de Radio Libertaire (artistes, comédiens, écrivains, chanteurs...), tous ceux et toutes celles qui ont pu exprimer leurs luttes,

leurs problèmes, parler de leur travail, débattre de leurs idées, tous ceux et toutes celles qui nous écoutent et nous lisent et jugent utile et indispensable que les médias libres « sans dieu ni maître et sans publicité » continuent à vivre et à œuvrer pour la révolution sociale.

On a trouvé un local de 100 m² à Paris (1/3 pour la rédaction du ML et 2/3 pour les studios de RL) ; le budget est de un million de francs ; nous avons quelques noisettes mais il nous manque 400 000 francs. C'est pourquoi nous lançons cette souscription.

Modalités de la souscription

• Soit un don de la somme que vous êtes disposés à offrir à ce projet (chèque à l'ordre de DMC avec la mention « pour un nouveau local »). Si 4 000 personnes envoient 100 francs l'objectif est atteint !

• Soit un prélèvement automatique de la somme que vous pouvez pendant 5 ans. Si 100 personnes souscrivent 100 francs par mois, cela nous permet une capacité de remboursement de 10 000 francs par mois et donc un prêt de 400 000 francs. Envoyez-nous votre adresse : nous vous enverrons le formulaire adéquat. Nous vous informerons régulièrement sur les ondes de Radio Libertaire et dans les colonnes du Monde libertaire de l'avancée du projet. 60 000 F de dons et 10 engagements de prélèvements automatiques sont déjà arrivés, au 18 janvier 1995.

Diffusez ce texte autour de vous. D'avance merci à toutes et à tous. ♦

Rémi, Jacques et Elisabeth pour Radio Libertaire
Jean-Jacques pour le Monde libertaire

CHRONIQUE DE L'IMMIGRATION

Abderrahmane l'indésirable

En prenant des cas concrets auxquels nous avons été confrontés dans les permanences d'accueil des associations où s'adressent les immigrés qui ont des problèmes de séjour, il est possible de dresser « un état des lieux » de l'immigration en France aujourd'hui.

Face à une administration qui applique la règle sans se soucier des conséquences humaines catastrophiques qu'elle provoque, on se sent impuissant. Il ne reste plus alors que le témoignage. L'étude des dossiers au cas par cas peut encore servir à cela. Dire ce que subit un monde qui vit en marge de notre dans un véritable apartheid, témoigner de la souffrance au présent de nos frères immigrés que nous croisons dans la vie de tous les jours sans jamais les rencontrer vraiment.

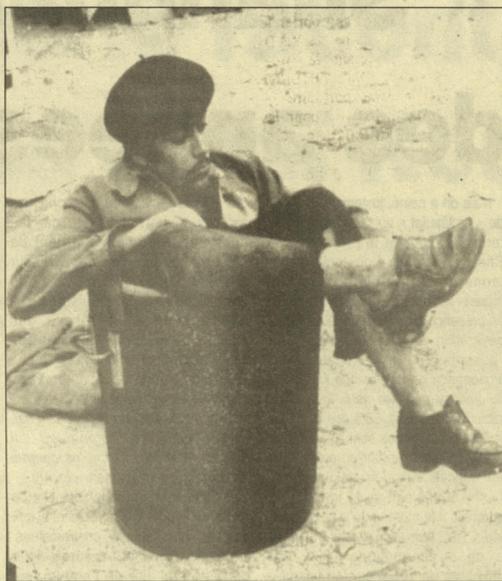
ABDERRAHMANE est marocain. Il est arrivé en France en 1989 et il s'est marié en 1991 avec une Française. Ils vivent ensemble depuis cette date dans un petit hôtel du 18^e arrondissement de Paris.

Après son mariage, au lieu de lui donner la carte de résident à laquelle il a droit en tant que conjoint de Français (article 15.1 de l'ordonnance de 1945), on lui renouvelle son séjour comme visiteur temporaire, ce qui lui interdit de travailler. Heureusement que ses deux frères, qui résident en France, peuvent aider à la survie du couple. De son côté Abderrahmane, autant qu'il le peut, subvient à leurs besoins en effectuant de petits boulots au noir. Après deux années de ce régime éprouvant qui le maintient dans une situation de précarité difficile à supporter, la Préfecture semble enfin se décider à lui donner sa carte. Souriante, l'employée conseille à Abderrahmane de se trouver une autre adresse que ce minable hôtel arabe où il habite avec sa femme et qui fait très mauvais effet.

Convaincu qu'on lui veut du bien, Abderrahmane part à la recherche d'un domicile fictif qui serait de meilleur aloi. Le gérant de l'hôtel, qui est un ami, propose de lui faire un certificat d'hébergement dans l'appartement qu'il occupe dans le

20^e arrondissement. Tout content, Abderrahmane, qui ne soupçonne rien, retourne à la Préfecture avec cette nouvelle adresse nettement plus chic que la précédente. Le temps de préparer sa carte, on lui remet une convocation pour le 11 janvier 1994. Quand il se présente à cette date, au lieu de la carte tant espérée, il reçoit une invitation à quitter le territoire dans le délai d'un mois.

C'est à ce moment-là que j'ai fait encore cuisiner le couscous, elle oublie de plier devant le mari comme il est en usage là-bas. Voilà qui explique pourquoi, après trois ans de vie commune, l'épouse d'Abderrahmane ne rêve que d'une chose : retrouver sa liberté. De plus en plus souvent, elle va dormir chez sa sœur. Merveilleuse coïncidence entre les intérêts du Préfet et de la dame. Une simple petite lettre de délation



société française et, si elle sait encore cuisiner le couscous, elle oublie de plier devant le mari comme il est en usage là-bas. Voilà qui explique pourquoi, après trois ans de vie commune, l'épouse d'Abderrahmane ne rêve que d'une chose : retrouver sa liberté. De plus en plus souvent, elle va dormir chez sa sœur. Merveilleuse coïncidence entre les intérêts du Préfet et de la dame. Une simple petite lettre de délation

comme quoi « il m'a épousé rien que pour avoir des papiers » et le tour est joué. Chacun y trouve son compte. Le mari, dont on ne veut plus, est renvoyé d'où il vient. Un divorce expéditif.

De son côté, Abderrahmane n'a pas réussi à réunir les témoignages que lui demandait l'avocat. A part le gérant de l'hôtel qui est un véritable ami, les autres se sont tous défilés. Quand on est étranger, on n'aime

pas beaucoup avoir à faire avec la police. Les Français aussi réagissent comme cela. A cause de ces témoignages qui lui manquent, Abderrahmane n'ose pas retourner voir son avocat qui aurait pu pourtant l'aider.

Comme je le croyais en bonnes mains, je ne lui ai plus donné signe de vie. Plusieurs mois ont passé. Un jour, voulant connaître le résultat du recours, je téléphone à Abderrahmane. Il m'apprend qu'il doit bientôt passer devant le Tribunal de Grande Instance car le Préfet a demandé l'annulation du mariage. Pour le défendre, il n'a qu'un avocat commis d'office. Mais il affirme qu'il ne craint rien puisqu'il a la vérité de son côté. Pauvre Abderrahmane, sa confiance dans le juge me semble démesurée. ♦

CLAUDE

(1) La Commission de Séjour est un tribunal administratif qui juge si le préfet a eu raison de refuser la carte de résident « de plein droit » (art. 15). Elle rend un avis auquel le Préfet devait se plier s'il était favorable. Depuis Pasqua, l'avis de la Commission de Séjour est uniquement consultatif.

(2) Contre l'invitation à quitter la France (IQF), il existe trois sortes de recours : — le recours gracieux qui s'adresse au Préfet. C'est-à-dire à celui-là même qui a pris la décision de IQF ; — le recours hiérarchique qui s'adresse au ministre de l'Intérieur. Ce qui, dans la situation politique actuelle, risque d'être presque pire que le recours précédent ; — le recours contentieux qui se fait devant le tribunal administratif. Il prend un an et demi, coûte 2 500 F d'honoraires d'avocat, mais c'est le seul qui débouche sur le Conseil d'Etat.

La suspicion de « mariage blanc »

Evidemment, c'est la double adresse qui a permis de déclencher cette enquête. La suspicion de « mariage blanc » découle directement du fait que l'épouse habite l'hôtel arabe alors que le mari serait logé ailleurs. Sans ce piège tendu par la fonctionnaire de la Préfecture, il n'aurait pas été possible à la police d'enquêter sur un mariage qui avait déjà trois années d'existence. De plus, comme Abderrahmane avait été pendant tout ce temps avec le statut de visiteur temporaire, cela permettait au Préfet d'échapper à l'obligation qui lui est faite, en cas de retrait de la carte de résident, de réunir la Commission de Séjour (1).

Tout de suite, j'emmène Abderrahmane chez un avocat qui, pour faire un recours (2) contre l'invitation à quitter le territoire, lui demande de réunir un certain nombre de témoignages qui permettraient de prouver la communauté de vie. Malheureusement, après avoir vécu trois années de galère financière, le couple bat de l'aile. Il faut dire aussi que la Française d'origine maghrébine n'a plus le profil d'une femme de musulman. Née ici, elle s'est libérée au sein de la

Associations

PARIS : COMITÉ TOGOLAIS DE RÉSISTANCE

Le Comité togolais de résistance à la dictature du général Eyadéma tient une permanence chaque vendredi, à 19 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne (M^e Alexandre-Dumas), 75011 Paris.

LILLE : « AKTION » CONTRE L'ENFERMEMENT (RAPPEL)

Le groupe autonome anarchiste « Aktion » organise des rencontres contre l'enfermement les 16, 18 et 19 février. Au programme :

— jeudi 16 février, projection des films *Galères de femmes* et *Les Matonnes*, de Jean-Michel Carré, au cinéma L'Univers, 14, rue Danton, à 20 h. Une ancienne détenue animera un débat. Entrée : 35 F ; — samedi 18 février, animation de deux conférences par « Ras-les-Murs », au Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (métro Fives), à 15 h (« D'une société carcérale à une société sans prison ») et à 20 h (« La santé assassinée en prison ») ;

— dimanche 19 février, rencontre-débat au CCL Benoît-Broutchoux sur « L'Internement psychiatrique », avec René Loyer, président du Groupe Information Asile et Yves-Michel Dusanter, psychiatre.

En février, chaque dimanche, de 20 h 30 à 21 h, dans le cadre de l'émission libertaire « Ecrasons la vermine » (Radio Campus - 106.6), il sera question de l'enfermement.

MARSEILLE : CONFÉRENCE DU CIRA SUR LA CHINE

Le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) vous invite à participer, le samedi 18 février, à 18 h, à la conférence donnée, sur le thème suivant : « La Chine fin de siècle », par Jean-Jacques Gandini (qui en profitera pour signer l'ouvrage qu'il vient de faire paraître aux éditions ACL de Lyon). CIRA, 3, rue Saint-Dominique (angle de la place des Capucines - M^e Saint-Charles), 13001 Marseille. Tél. : 91.56.24.17.

REIMS : SOIRÉE VALLÉE D'ASPE

Une soirée de vidéos-débats en soutien à la lutte en vallée d'Aspe est organisée par le Comité Somport de Reims le samedi 18 février, à partir de 18 h, à la MJC Claudel, 1, rue Paul-Claudel, 51100 Reims.

A l'occasion de cette soirée, plusieurs rétrospectives de la lutte en vallée d'Aspe, depuis 1992, seront projetées. Et les débats porteront sur : « La lutte en vallée d'Aspe est-elle une lutte locale ? » ; « Le réseau européen autoroutier » ; « La conférence mondiale sur le climat » et « L'autonomie dans la lutte ».

Cette soirée se poursuivra par un concert animé par le groupe Indigo (jazz-rock) de Reims et Christian Leduc, chanteur « enragé » d'Angoulême. Entrée : 30 F.

Comité Somport de Reims c/o Egregore, BP 1213, 51068 Reims cedex.

Permanence téléphonique : chaque vendredi, de 19 h 30 à 23 h, au 26.06.13.75.

Librairie
du Monde Libertaire
145, rue Amelot
(M^e Oberkampf)
75011 Paris

EXPO PHOTOS
de RICARDO REYES
sur le CHIAPAS
et l'EZLN
jusqu'au
samedi 18 février

présentée
par le collectif
de solidarité
avec les peuples
du Chiapas

A REBrousse-POIL DE L'HISTOIRE OFFICIELLE

Alain Roux sur les traces du « Shanghai ouvrier des années 30 »

AVEC son *Shanghai ouvrier des années 30*, Alain Roux nous livre une image à rebrousse-poil de l'historiographie classique sur la question, non seulement telle qu'exposée par les historiens officiels de la République populaire de Chine, mais également par lui-même dans ses précédents travaux et par l'autre spécialiste français sur la question, Jean Chesneaux (1), auquel il règle parfois son compte sans ménagement.

S'appuyant sur une masse d'archives de première main, cette véritable enquête très fouillée, si elle reste d'une lecture un peu aride avec ses nombreux graphiques et sa foule de notes, n'en éclaire pas moins d'un jour nouveau et passionnant cette période charnière des années 30 : entre l'écrasement de l'insurrection Shanghaienne de 1927, qui se voulait porteuse de la révolution par les villes, et le déclenchement de la guerre sino-japonaise de 1937, qui va assurer le primat de la révolution par les campagnes, avec en parallèle la propre carrière de Mao Zedong, depuis sa mise à l'écart des instances dirigeantes jusqu'à l'affermissement de son emprise à la tête du Parti communiste.

Le Shanghai des années 30 est à la fois la métropole la plus peuplée avec quatre millions d'habitants et le principal pôle industriel du pays. 6 à 800 000 personnes y travaillent dont 3 à 400 000 ouvriers d'usine, soit 43% des ouvriers chinois fournissant 51% de la production industrielle nationale. Le secteur le plus important est celui du textile, lui-même dominé par l'industrie du coton qui emploie 125 000 personnes. Il s'agit d'un prolétariat concentré puisque 60% travaillent dans des entreprises de plus 100 ouvriers, et un sur quatre dans celles de plus de 1 000 ouvriers, les cotonnières notamment où domine par ailleurs le patronat étranger, principalement japonais : un ouvrier sur quatre travaille dans une usine étrangère et le capital industriel investi à Shanghai l'est à plus de 60% dans les usines étrangères.

RADIO LIBERTAIRE
(89.4)

« Les Chroniques syndicales » du samedi 18 février - 11 h 30 accueilleront Jean-Pierre Le Crom pour son livre *Le Syndicat, nous voilà ! Vichy et le syndicalisme* (éditions de l'Atelier)

Mais on a peine, justement, à parler de « prolétariat » au sens marxiste du terme, et comme le prétend Jean Chesneaux, Alain Roux préférant le terme d'« ensemble ouvrier ». Il rappelle en effet que nous sommes ici en présence d'ouvriers de la première génération, paysans déracinés pour l'essentiel, d'origine locale ou en provenance de la province limitrophe du Jiangsu pour les deux tiers. Très faiblement qualifiés, 58% des hommes et 98% des femmes sont illettrés, ces derniers représentant en outre 75% des effectifs auxquels s'ajoutent 5% d'enfants. Il s'agit là de la réponse patronale à la montée du syndicalisme après 1925 puis au développement de la crise économique (600 000 chômeurs en 1930) car les femmes sont à la fois jugées plus dociles et plus mal payées. Agées en général de 15 à 20 ans, un nombre croissant d'entre elles se « louent » en outre par contrat à un entrepreneur de main d'œuvre dans des conditions de quasi-servage, en échange du versement aux parents d'une somme de 35 à 40 yuans, correspondant à un an de revenus pour une famille paysanne misérable, et ce pour une durée de trois/quatre ans avant de se tourner vers d'autres activités — certaines tombent dans la prostitution — ou de retourner au village après la naissance du premier enfant. Cette noria sans cesse renouvelée empêche tout phénomène d'identification.

Coolies, gangsters et syndicalistes

Pour l'auteur, « la classe ouvrière, qui implique cohésion à partir de la perception des mêmes expériences et conscience d'appartenir à une communauté affrontée à d'autres communautés, ne s'y rencontre pas. Ou plutôt elle apparaît et disparaît selon les événements et les angles d'observation, étant "un support et non une chose". Surgie lors d'une crise et forte de la conscience de sa force clairement perçue lors d'une action collective, la classe tend, aussitôt la crise passée, à se dissoudre dans une cohérence antérieure qui rassemble les travailleurs sur la base non pas horizontale mais verticale des structures régionalistes, corporatistes ou associatives » (p. 248).

La figure centrale de ce positionnement vertical, c'est le contremaître, surnommé à juste titre *number one*. Dans la majorité des cas en effet, et bien qu'ils disposent en général de

leur propre service du personnel, les patrons préfèrent passer par les contremaîtres qu'ils chargent de prospector le marché du travail, leur laissant ainsi la maîtrise de l'embauche et de la titularisation, soit directement par le réseau des relations claniques ou villageoises, soit indirectement par un intermédiaire, un *liu-mang*, « sorte de demi-voyou en relation avec les sociétés secrètes qui encadrent les bas-fonds de Shanghai, et les amicales régionales qui fonctionnent plus ou moins comme des bureaux de placement » (p. 40).

On comprend mieux le sous-titre de l'ouvrage, *Coolies, gangsters et syndicalistes*, car ce sont les contremaîtres, les seuls quasiment assurés d'une certaine stabilité de l'emploi, qui forment la base du syndicalisme d'entreprise, apolitique et corporatiste. 106 de ces syndicats, forts de 137 000 adhérents, se regroupent dans le Syndicat général de Shanghai qui sera reconnu le 6 août 1932 par les autorités du Parti nationaliste au pouvoir — le Guomindang —, avec à sa tête Chiang Kai Shek. Ce sont des hommes à lui qui sont aux commandes, comme le fameux Du Yuesheng, chef de la triade de la Bande Verte, qui contrôle par ailleurs la contrebande de l'opium et « tient » la police. Syndicalisme-gangsters-pouvoir politique : la boucle est bouclée.

Quel type de luttes peut être mené dans ces conditions ? La plupart du temps, il ne s'agit pas de revendications offensives mais comme lors de la grande grève de masse de 54 jours en 1933 à la Shanghai Power — compa-

gnie d'utilité publique fournissant les deux tiers de l'énergie de l'agglomération, passée en 1929 sous contrôle américain —, de la défense et l'amélioration d'une convention capital-travail sur les retraites et le déroulement des carrières que le patronat veut abolir, et intéressant d'ailleurs en priorité les contremaîtres soutenus par le Syndicat général qui participera directement aux négociations qui mettront fin au conflit, renfor-

La politique « aventuriste » du Parti communiste

çant ainsi son emprise et par là-même celle du Guomindang. On note certes de nombreux conflits locaux entre syndicat et Parti nationaliste, mais ils relèvent de l'ambition et non d'un quelconque souci d'autonomisation du monde syndical par rapport à l'appareil du Parti. L'aliénation économique du prolétariat s'accompagne ici d'une aliénation des luttes ouvrières elles-mêmes, et « les actions brouillonnes d'un parti communiste en pleine déroute ont contribué à cette défaite historique qui constitue, plus que le drame sanglant du 12 avril 1927 (2), la véritable tragédie de la révolution chinoise » (p. 207).

Alain Roux est féroce avec le Parti communiste, dont il qualifie la politique d'« aventuriste » depuis l'éviction de Chen Duxiu du secrétariat général en 1927, et qui est réduit

sur Shanghai à une cinquantaine de militants en 1936 avec une composition sociologique « gauchiste », le noyau dirigeant se composant d'étudiants et de coolies assimilables au lumpen-prolétariat. « Les tracts saisis en abondance (car souvent non distribués) par la police chinoise, française ou anglaise, sont d'autant plus retentissants par l'éclat de leurs exigences qu'ils sont vides, simples additions de slogans sans référence au réel. On y pratique le culte de la date symbolique et du slogan irréel. » (p. 258).

La conclusion d'Alain Roux, nouveau Soubise mais néanmoins marxiste orthodoxe, est donc sans surprise : « Nous n'avons pas rencontré la classe ouvrière » (p. 301). Or elle constitue pour lui « la seconde classe de la modernité, capable de contrebalancer l'égoïsme de la bourgeoisie et qui devait collaborer avec elle » (p. 310). Foin donc du messianisme révolutionnaire à la Chesneaux mais de là à réduire le Shanghai ouvrier des années 30 à un « déficit de modernité » il y a une marge !

Au lecteur de se faire sa propre idée... ♦

JEAN-JACQUES GANDINI

(1) Liste en fin de volume, p. 313 et suivantes de la volumineuse bibliographie.

(2) Grève générale à Shanghai lancée par le Parti communiste à l'instar de Staline mais bientôt noyée dans le sang par suite d'un retournement d'alliance de Chiang Kai Shek.

Nos derniers autocollants à commander à PUBLICO, 145, rue Amelot, 75011 Paris

C'EST LE PROFIT ET LE CAPITALISME QUI CRÉENT LE CHÔMAGE ET LA MISÈRE, PAS LES IMMIGRÉS !

Fédération Anarchiste 145, rue Amelot, 75011 PARIS

14 autocollants anti-électorales viennent d'être édités par la FA. 0,50 F l'unité • 5 F les 20 exemplaires (+ frais de port : 3,50 F) • 10 F les 50 (+ frais de port 8 F) • 20 F les 100 (+ frais de port : 16 F) PAS DE PANACHAGE POUR LES PAQUETS DE 50 ET 100 EXEMPLAIRES

Ciné sélection

« Le Démon au féminin » ou l'Algérie racontée par Hafsa Zinaï Koudil

« La peur qui est la mienne, la peur du couteau et des yeux injectés de sang, ne me paralyse pas, elle me donne des ailes. Cette peur, on a appris à vivre avec. Le fait d'exister en Algérie est héroïque, plus que l'on ne peut l'exprimer devant les médias. Je m'adresse aux sociétés civiles, pas aux dirigeants, je m'adresse aux citoyens comme moi. Je voudrais que les gens sachent ce qu'est le martyr des Algériens. Je refuse le silence. Parler, c'est la mort. Le silence, c'est aussi la mort. Je veux vivre, mais pas à n'importe quel prix. Pas au prix du silence, c'est la honte. »

Mohamed Bouamani

Lors de la journée consacrée au cinéma algérien, organisée par la SRF (1) dans le cadre du festival des premiers films, Mohamed Bouamani (2) lançait un appel à la solidarité des cinéastes français :

« Nous ne sommes pas des exilés, nous sommes des nouveaux repliés. Résister c'est garder sa dignité, son travail et développer les idées. Nous allons combattre par les idées. »

Nous aider à résister, c'est nous aider à exprimer notre rejet. » Il souligne également que ces intellectuels algériens repliés au « pays des droits de l'homme » n'ont pour la plupart pas de carte de séjour.

Au cours de cette table ronde, les réalisateurs évoquèrent la situation actuelle de la production cinématographique et théâtrale en Algérie, pratiquement réduite à néant « Il n'y a plus rien, puisqu'on tue, on tue les artistes ». Certaines salles de cinéma, fonctionnent encore, équipées en vidéo : il serait devenu pratiquement impossible de passer des copies films. D'aucuns n'hésitent pas à suggérer que ces salles survivantes devraient, pour subsister, payer un tribut au FIS. Les réalisateurs s'accorderent d'autre part à souligner que la censure et l'étouffement du cinéma algérien ne sont certes pas nés avec le FIS : « Le FIS, c'est le fiston du FLN... ». Ils insistèrent enfin sur la nécessité de diffuser leurs films, afin de combattre le préjugé communément répandu selon lequel les intellectuels algériens seraient des « suppôts du pouvoir ».

Ali Akika, installé en France depuis plusieurs années, commenta sans illusion : « Les cinéastes français n'arrivent déjà pas à montrer leurs films, alors nous... »

De fait, son documentaire, *L'Algérie dévoilée*, a été refusé sur ARTE. Seule la chaîne câblée Planète nous permettra de le voir.

Deux premiers films courageux, *Touchia* de Rachid Benhadj, et *Le démon au féminin*, de Hafsa Zinaï Koudil n'ont pas trouvé de distributeur en France.

Nous avons rencontré Hafsa Zinaï Koudil, qui présentait l'unique copie de son film : inspiré d'un fait divers réel, *Le Démon au féminin* nous montre une femme torturée à mort : face à son refus de se soumettre à une soi-disant loi islamique déformée par leur fanatisme croissant, son fils et son mari l'accusent d'être possédée du démon. Dans cette banlieue résidentielle qu'affectionne la moyenne bourgeoisie, les intégristes de la « nouvelle mosquée » pratiquent un exorcisme qui se révèle être une séance de torture.

ML : Comment s'est déroulé le tournage du film ?

Hafsa Zinaï Koudil : Le tournage s'est déroulé lors d'une période extrêmement violente. C'est en effet à cette époque que les attentats ont commencé. Prise dans la fougue qui me portait à faire ce film, dans mon

désir de le terminer avec le moins de dégâts possibles, peut-être, sur le coup, ai je été un peu inconsciente du danger que mon équipe et moi-même encourrions ; mais ce n'est pas vraiment de l'inconscience, parce que ce film, je l'ai voulu, et je l'ai voulu méchant contre les intégristes dont je veux dénoncer les thèses. C'est pourquoi j'ai foncé tête baissée.

Ce film, c'est avant tout une histoire réelle, un fait divers qui a eu lieu en Algérie dans les années 1990-1991.

Comme beaucoup de collègues, j'ai reçu des tracts dans lesquels cette femme raconte la séance de torture dont elle a fait l'objet. C'est un cri d'alarme qu'elle lance. Lorsque j'ai lu ces deux feuillets, j'ai décidé de faire le film.

ML : Pourquoi avez-vous choisi la fiction et non le documentaire ?

HZK : Parce qu'avec la fiction, on peut montrer l'action, les coups, la brûlure sur la plante des pieds de cette femme. C'est cela que je voulais montrer.

ML : Ce film a-t-il pu sortir en Algérie ?

HZK : Non, il n'est pas sorti en Algérie, et il n'est pas prêt de sortir. J'ai fait une projection de presse. Je me suis bagarrée avec le directeur de la société de production du film, qui avait censuré systématiquement toutes les projections.

ML : Pour quelles raisons ?

HZK : Au début, le film a été interdit parce qu'il a été perçu comme une provocation contre les intégristes. D'autre part on m'a fait comprendre par la suite, que le gouvernement était parti pour un dialogue avec les intégristes. Il ne voulait donc pas jeter de l'huile sur le feu. On a également allégué, la peur de voir la salle de projection plastiquée. A cela on pourrait répondre qu'ils ont quand même les moyens de mettre en place un service d'ordre adéquat, et cela ils ne l'ont pas fait parce qu'ils ne veulent pas que le film soit vu. Ça dérange.

ML : Votre film dérange donc aussi bien le gouvernement que les intégristes ?

HZK : Mais bien sûr, parce que la censure n'est pas venue des intégristes. La censure est venue du pouvoir, et moi j'appelle un chat un chat. Je dis les choses comme elles sont. C'est le pouvoir qui a empêché que le film soit vu.

ML : Le pouvoir a empêché la sortie du film, mais il n'a pu empêcher sa réalisation.

HZK : Non, parce que ce serait compter sans ma hargne, sans ma détermination à faire ce film.

ML : Comment avez-vous réussi à trouver le financement ?

HZK : J'ai proposé le film à la commission nationale de lecture. Il y avait dans la commission des gens que je ne connaissais pas personnellement à ce moment-là. Des gens comme Mimouni, comme Djaoud, et d'autres encore. Ils se sont bagarrés contre l'administration, entendez le ministère de la Culture. Ils ont dit, puisque vous nous avez choisis comme lecteurs, nous avons le libre arbitre et nous voulons que ce film passe. C'était vraiment un coup de poker. Ils ont menacé de démission-

ner et de rendre publiques les raisons de leur démission : ils ne pouvaient pas cautionner un pouvoir qui brime la culture et bâillonne les gens qui la font. C'est grâce aux démocrates républicains, c'est grâce à ces intellectuels algériens dont nombre sont morts assassinés, c'est grâce à eux finalement que ce film a obtenu la subvention de l'État.

ML : Quelles conséquences ce film a-t-il eu pour vous ? Pouvez-vous vivre en Algérie ?

HZK : Mais bien sûr. J'y étais encore au mois de décembre. Mais je vis en rasant les murs, en me grimant parfois, en changeant d'itinéraire ; je ne reste jamais dans la même maison ; je suis obligée de jouer à cache-cache avec la mort. J'ai reçu une lettre de menaces à l'entreprise où j'étais,

« ...je vis en rasant les murs, en me grimant parfois, en changeant d'itinéraire... »

avec ma photo découpée au niveau de la gorge, d'une oreille à l'autre. Et sur la lettre, il était écrit qu'il me serait fait comme sur la photo, que je serais décapitée, que c'était au nom de Dieu. C'était le MIA, à ce moment-là, le Mouvement islamique armé. Il faut dire qu'au début un des scripts du scénario avait été volé, et avait atterri à la mosquée de Kaboul à Belcourt, à Alger. Je suis donc condamnée à mort par eux. Peu de temps après la manifestation du 29 juin 1994, où on nous a lancé des bombes et où il y a eu des tirs d'armes, une camionnette est venue pour me kidnapper. J'ai dû mon salut à la voisine qui a immédiatement averti mes beaux parents, et à mon neveu, qui était venu à la maison. Lui a vu ces gens là, qui attendaient mon arrivée dans la camionnette. Et, depuis ce jour, ma vie a basculé dans la clandestinité. J'ai un sac, un fourre-tout, qui me sert un peu de maison. J'ai vécu une vie complètement démentielle. Là, pour terminer le scénario de mon prochain film j'avais besoin de sérénité et surtout de dormir tranquille, parce que le moment le plus terrible dans la vie des

femmes en Algérie, des hommes aussi, menacés par les intégristes, c'est quand la nuit arrive car alors l'attente commence. C'est indescriptible comme angoisse. On attend la mort chaque minute qui passe, jusqu'à la levée du jour, et on se dit, on a échappé, ce n'est pas pour cette nuit. J'avais besoin d'avoir toute ma tête à moi pour terminer le scénario. C'est pourquoi j'ai choisi d'aller en Tunisie me mettre au vert un moment. Mais je rentre en Algérie pour tourner le film. Je le tourne en Algérie, le film.

ML : Le tournage est-il déjà prévu ?
HZK : Il n'est pas encore prévu. Mais je compte bien le faire cette année, l'année 1995.

ML : Quel est le thème de ce prochain film ?

HZK : C'est le mariage de jouissance. C'est sur toutes ces femmes qu'on oblige à un mariage qu'elles refusent. Ce n'est même pas un mariage, je veux dire un mariage entre deux personnes. C'est une femme pour dix ou quinze hommes et elle passe entre eux jusqu'à satiété. Ils la violent collectivement, et puis un jour ils la jettent, s'ils ne la tuent ou ne la décapitent pas tout bonnement. Ce sont des choses terribles qui se passent actuellement en Algérie et je suis presque obligée de dénoncer, de dire par l'image, de montrer à la face du monde cette barbarie, dont est victime la femme en Algérie. Vous comprenez pourquoi je dis qu'il me faut absolument faire ce film pendant l'année 1995, car il y a chaque jour la surenchère dans l'horreur et l'atrocité en Algérie, je veux que le monde sache et voie cela tout de suite. ♦

INTERVIEW RÉALISÉE PAR MICHÈLE ROLLIN

(1) SRF : Société des réalisateurs de films, œuvrant pour la défense du cinéma d'auteur.

SRF, 215 rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

(2) Mohamed Bouamani : membre fondateur de la cinémathèque d'Alger. Assistant réalisateur sur *Z, La Bataille d'Alger*, son premier film, *Le Charbonnier* remporte en 1972 le prix de la critique à Cannes. Le tournage de son dernier film, un documentaire sur l'identité berbère, a dû être interrompu.

N.B. : où voir des films algériens : Projections à Cambray et Amiens du 14 au 21 février, à Montpellier et Lunel en mars

L'association « Kahina » de Marseille aide à accueillir les cinéastes et membres des professions audiovisuelles.

Inondations : il n'y a pas de fatalité !

Le département des Ardennes vient d'être particulièrement touché par les inondations, on n'ose plus parler de crue du siècle, quand chaque année apporte un nouveau record. L'an dernier, déjà, un copain du groupe libertaire La Question sociale analysait ainsi la situation : « Dans les Ardennes, les crues de la Meuse de l'hiver 93-94 marqueront les mémoires... à moins que des prochaines crues, tout aussi exceptionnelles, n'en viennent bousculer les records » (1).

UNE CATASTROPHE PAS TRES NATURELLE... — Pour bien comprendre la catastrophe qui frappe les Ardennes, il faut savoir que la quasi totalité de l'industrie (essentiellement métallurgique) se trouve concentrée le long de la vallée de la Meuse. Le reste du département est essentiellement agricole ou forestier.

Des dizaines d'entreprises sont actuellement dans l'eau, environ 10 000 salariés se retrouvent au chômage partiel. De nombreuses communes sont

complètement ou partiellement inondées : Givet, Fumay, Revin, Monthermé, Bogny-sur-Meuse (2), Charleville-Mézières, Warcq, Sedan... On ne compte plus le nombre de personnes évacuées ou sinistrées. Dans une telle situation de crise, il est instructif d'analyser le comportement des uns et des autres. Les municipalités, dans la majorité des cas, ont été à la hauteur de la situation : grâce aux employés communaux, aux pompiers bénévoles, des secours immédiats ont pu être mis

rapidement à disposition des habitants : passerelles, barques pour les évacuations et le ravitaillement. Ce satisfecit accordé aux mairies ne doit pas cacher certaines conneries débitées dans les médias, en particulier par le maire de Bogny-sur-Meuse, déclarant qu'il faudrait curer et bétonner la partie non navigable de la Meuse... sans doute pour que les inondations aient lieu en Belgique et en Hollande mais plus chez nous !

A Charleville, la mairie avait pris la décision de fermer toutes les écoles primaires ; le chauffage, le nettoyage et les cantines ne pouvaient plus être assurés. Mais Monsieur l'inspecteur d'Académie n'avait pas été consulté et Monsieur l'inspecteur d'Académie ne pouvait supporter un tel affront. Dès qu'il le put, le roitelet imposa donc à tous les instituteurs de Charleville de reprendre le boulot... parfois devant des classes vides ! Autoritarisme, quand tu nous tiens !

Nous eûmes droit aussi à la visite d'Edouard Balladur, venu évaluer les inondations en chaussures de ville (un premier ministre possède-t-il des bottes ?) et annoncer royalement l'octroi d'une aide de 500 000 francs... de quoi réparer deux boulangeries ! Même le député du coin, lèche-botte de Balladur ne sait plus où se mettre : « On ne fait pas de l'électoratisme en période de crise », déclare-t-il. Nous savons pourtant bien que tous ces marchands de soupe sont capables de tout pour ramasser des voix et passer à la télé à côté des sinistrés, cela fait bien, l'Etat s'occupe de tout alors que l'Etat ne fait rien, sinon des conneries. Barnier, le ministre de l'Environnement eut le culot, pour sa part, de dire que les inondations étaient dues à une politique néfaste menée pendant des années : bétonnage, drainage des terres agricoles, construction dans des zones inondables. Mais que font-ils pour empêcher cela ? Rien, au contraire. Ils vivent des prébendes des massacreurs du paysage.

Lalonde, le candidat écolo indépendant (de quoi ?) est venu lui aussi faire son petit tour de marionnette sur les passerelles de Mézières. Il n'était accompagné que d'un pelé (le tondu, il n'en a pas besoin !).

Pour en finir avec le ridicule, il est à noter que le Conseil

général des Ardennes a obligé ses salariés de Charleville à continuer de pointer alors que la ville était pratiquement inaccessible ; et ceux qui ont eu du retard seront obligés de récupérer !

Quant à l'ignominie de certains patrons, elle ne connaît pas de bornes : un employeur de la vallée a refusé les indemnités de chômage partiel à un salarié, sous prétexte qu'il n'était pas venu travailler en barque.

Comme à chaque fois, en période difficile, heureusement, la population compte d'abord sur elle-même. Des réseaux spontanés de solidarité se créent entre voisins, ainsi à Bogny des pêcheurs mirent leurs barques à disposition des habitants, pour évacuer des sinistrés. L'entraide se développe. La communication entre les gens se fait plus chaleureuse.

La rançon du progrès ? — L'analyse des causes des inondations faite il y a un an reste toujours valable : « ...une urbanisation (pour partie vieille d'un siècle) qui s'est faite en empiétant sur le lit majeur du fleuve à Mézières. Urbanisation et aménagements divers se retrouvent ailleurs de façon disséminés : construction en zone inondable (3), empiètement et rétrécissement du lit majeur. Des remblaiements se sont faits dans la vallée naturellement encaissée en aval de Charleville : décharge de gravats, construction de supermarchés, extensions d'usines, construction de la centrale nucléaire de Chooz B qui nécessite une immense plate-forme.

L'agriculture est soumise à la rationalisation marchande : mécanisation poussée et remembrement. La suppression de haies et de bosquets, le reprofilage de petits cours d'eau, le

drainage de terres humides accélèrent le cycle de l'eau. La logique du profit se retrouve dans la gestion forestière, y compris celle de l'Office national des forêts qu'un changement de statut oblige à la recherche d'une rentabilité financière. D'importantes surfaces de forêts de feuillus ont été rasées et replantées en résineux. Ces tristes usines à bois ont une production d'humus moindre, une absence de végétation rase et une structure physique du sol (décomposition très lente du tapis d'aiguilles) qui favorise le ruissellement en période hivernale. »

« ... dans ce genre de catastrophes apparaissent les responsabilités de l'économie capitaliste qui, par sa frénésie, son avidité et sa cécité, produit des dérèglements de plus en plus grands. Faire croire que ces problèmes peuvent être résolus sans remettre en cause les bases de l'économie et le fonctionnement politique de la société actuelle relève soit d'analyses inconséquentes, soit de visées carriéristes intéressées. » (4) ♦

LIAISON FA
des ARDENNES

(1) et (4) « Les crues dans la vallée de la Meuse ardennaise », Courant alternatif n° 36, février 1994.

(2) Siège de la Question sociale, la boîte postale est inondée et le copain qui la relève aussi !

(3) A Rethel, ville du sud des Ardennes, on construit un nouveau lotissement juste à côté de celui qui est régulièrement inondé et situé sur un ancien bras de la rivière. Qui construit cela ? L'office HLM ? Ah bon, c'est pas grave ce sont des prolos qui seront noyés !

N.B. : liaison FA c/o La Question sociale, BP 66, 08120 Bogny-sur-Meuse.

Notre dernière affiche
anti-électoratiste
à commander : FA c/o « La Commune »,
2, rue F. de Pressensé, 83200 TOULON

Elections

Un Jeu
de la



Française
des bœufs

Fédération Anarchiste
Collectif de Marseille

co/ FA 2 rue Francis de Pressensé - 83200 Toulon

Le collectif marseillais de la Fédération anarchiste, composé des groupes John-Cage de Marseille et Pépin-Cadavre d'Istres ont édité l'affiche ci-dessus (format 40x60). Prix : 5 F l'unité ou 1 F pièce à partir de 50 exemplaires. Chèque à l'ordre de DCC.

SOMMAIRE

Page 1 : La vidéo-surveillance : l'œil du pouvoir (suite p. 2), Contre le FN, contre l'exclusion « la liberté est un combat qui ne souffre aucune concession »

Page 2 : La vidéo-surveillance : l'œil du pouvoir (suite de la « une »), Multiplication de morts suspectes dans les mitards des prisons françaises, Esclave choisis ton gourou.

Page 3 : Trois jours et un squat !, Le Collectif Précaires et Solidaires nantaises), La FSU écarte la CNT-AIT de la délégation envoyée au rectorat, Non à la privatisation

rampante du système éducatif, Les habits tout neufs de Robert Hersant, Parutions, Rendez-vous.

Page 4 : Nouvelles syndicalistes de la SAC, A la petite semaine : L'âge du capitaine, Vingrain en lutte, Souscription ML/RL.

Page 5 : Abderrahmane l'indésirable, Associations.

Page 6 : Alain Roux sur les traces du Shanghai ouvrier des années 30.

Page 7 : Le Démon au féminin ou l'Algérie racontée par Hafsa Zinaï Koudil.

Page 8 : Inondations : il n'y a pas de fatalité !